



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Rue du cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint Barthélémy d'Anjou

Saint Barthélémy d'Anjou, le 12 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAICA Pack (ex EMIN LEYDIER)

ZI de l'Antinière
53150 Montsûrs

Références :2024-029_INSP_SAICA_Montsurs_RAP

Code AIOT : 0006303668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement SAICA Pack implanté ZA de l'Antinière 3 53150 Montsûrs. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA Pack
- ZA de l'Antinière 3 53150 Montsûrs
- Code AIOT : 0006303668
- Régime : Enregistrement (ex-Autorisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site est la fabrication, l'impression et la transformation de carton ondulé en emballages pour l'industrie dont agroalimentaire et l'agriculture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative: changement d'exploitant | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 70 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 2 | Situation administrative : tableau des rubriques | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R 511-9 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 3 | Point E1 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (portes CF) | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 4 | Point E2 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (besoins en | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, articles 26-2 et 3 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| | eau) | | | |
| 5 | Point R1 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (sprinklage) | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | Point R2 de la visite d'inspection du 09/10/17 (détection incendie) | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Point R3 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (RIA) | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 26-3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 8 | Point R7 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 - Vérification périodique et maintenance des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 29 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 4 mois |
| 10 | Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 11 | Déclaration des accidents ou incidents | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 11 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 9 | moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs) | Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 26-3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est notamment attendu la notification du changement d'exploitant et la transmission d'un tableau de rubriques actualisé auprès de la préfecture ainsi que la production d'un justificatif de conformité des installations électriques tels que des Q18 et Q19 complets et conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative: changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 70 |
| Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant |
| Prescription contrôlée : ARTICLE 70. Changement d'exploitant Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. |
| Constats : Saica Pack El (siret 41346459500078) a racheté Emin Leydier (siret 76120130000131) en 2018 et est le nouvel exploitant ; ce changement d'exploitant n'a pas été notifié à la préfecture conformément à l'article 70 de l'AP du 08/12/03; l'établissement est connu sous le nom de Emin Leydier. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu sous 15 jours la notification du changement d'exploitant accompagnée d'un extrait Kbis auprès de la préfecture. L'exploitant doit adresser sa demande à Mme le Préfet de la Mayenne – Direction de la Citoyenneté – Bureau des procédures environnementales et foncière – 46, rue Mazagran – 53 000 Laval. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Situation administrative : tableau des rubriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R 511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, tableau des rubriques |
| Prescription contrôlée : tableau de rubriques et accusé de changement d'exploitant du 21/02/20 avec tableau des rubriques |
| Constats : L'exploitant déclare ne pas connaître les rubriques ICPE du site ni ses niveaux d'activité. Il déclare qu'il n'y a pas eu de changements sur les locaux. L'exploitant doit se positionner sur les rubriques actuellement connues par le service ICPE (tableau mis à jour lors de la demande du changement d'exploitant du prédécesseur Emin Leydier du 19/02/18 et acté le 21/02/20) et sur d'éventuelles nouvelles rubriques : - la rubrique 2445-1 (transformation du papier carton) en fournissant la capacité de production journalière. Dernier niveau d'activité connu : 200 t/j (2445-1/ régime E suite au changement de nomenclature) - la rubrique 2450 A-b (Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante) en fournissant la quantité totale d'encre consommée par jour et les fiches de données de sécurité des produits utilisés. Dernier niveau d'activité connu : 76 kg/j (2450 A-b/ régime D) - la rubrique 4718 2b Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène, en fournissant la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations. Dernier niveau d'activité connu : 6,4 t (4718 2b/régime DC) - la rubrique 2910 (Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes) en fournissant la puissance de l'installation ou des installations de combustion (se référer aux fiches combustion – lien : https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection_icpe/documents/Fiches_techniques_combustion_2019-mode%20actif.pdf). Dernier niveau d'activité connu : 13,9 MW (2910 A2/régime DC) - la rubrique 1414 (Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés) ; Dernier niveau d'activité connu : régime DC (1414-3) - la rubrique 1530 (Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues) en fournissant le volume susceptible d'être stocké. Dernier niveau d'activité connu : 18800 m ³ (1530-2/ régime DC) - la rubrique 4734 (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) en fournissant la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines Ces positionnements seront à justifier. Examiner l'applicabilité éventuelle d'autres rubriques. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu sous 15 jours la transmission d'un tableau de rubriques actualisé si celui connu n'est plus à jour. L'exploitant doit adresser cette information à Mme le Préfet de la Mayenne – Direction de la Citoyenneté – Bureau des procédures environnementales et foncière – 46, rue Mazagran – 53 000 Laval. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 3 : Point E1 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (portes CF)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, disposition constructives |
| Prescription contrôlée : Comportement au feu des bâtiments Les portes coupe-feu doivent être à fermeture automatique ou munies de ferme portes. Les portes coupe-feu munies de ferme portes doivent porter la mention bien visible « PORTE COUPE-FEU A MAINTENIR FERMEE ». Les portes coupe-feu à fermetures automatique doivent porter la mention « PORTE COUPE-FEU, NE METTEZ PAS D'OBSTACLE A SA FERMETURE » |
| Constats : En 2017, le rapport de vérification de l'APAVE concernant les dispositifs résistants au feu faisait part que sur les 19 portes coupe-feu et guillotines présentes sur le site, 7 observations avaient été relevées indiquant principalement des fermetures incomplètes ou des non fermetures. L'inspection demandait à l'exploitant de remettre en état les portes coupe-feu n°10 au niveau de l'atelier de maintenance, N° 14 et 15 à l'entrée et sortie centre pose, N°16 pour l'accès cerclage depuis le stock, n°17 et 18 au niveau de la banderoleuse. Le rapport APAVE n° 1910138-003-1 du 13/09/2023 indique des non-conformités sur les mêmes portes : <ul style="list-style-type: none">• Porte coupe-feu coulissante n°10 (Localisation : Atelier Maintenance) : Non fonctionnement du détecteur côté production• Porte coupe-feu coulissante n°14 (Localisation : Entrée Centre Pose) : Fermeture incomplète avec commande fusible• Porte coupe-feu coulissante n° 15 (Localisation : Sortie Centre Pose) Porte coupe-feu battante - Non fonctionnement avec DAD (Décteur Autonome Déclencheur) et fusible.• Porte coupe-feu coulissante n° 16 (localisation : Accès Cerclage depuis stock) Essais-Fermeture incomplète avec commande fusible• Porte coupe-feu coulissante n° 17 (Localisation : Banderoleuse), Fermeture incomplète avec commande fusible• Porte coupe-feu coulissante n° 18 (Localisation : Banderoleuse) : Fermeture incomplète avec commande fusible. En parallèle, l'exploitant a transmis un tableau excel de suivi de la société Bornia de la semaine 48 de 2023 (semaine du 27/11/23) où il est indiqué pour les portes 1 à 18 : État porte OK et DAD OK. L'exploitant ne sait toutefois pas ce qui a exactement été fait par la société Bornia. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu un bon d'intervention détaillé de la société de maintenance en lien avec les non-conformités relevées par l'Apave. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Point E2 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (besoins en eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, articles 26-2 et 3

Thème(s) : Risques accidentels, Besoin en eau

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau pour la défense incendie sont de 510 m³/h à maintenir pendant 2 heures. Ces besoins se cumulent aux besoins de protections internes (extinction automatique et RIA notamment).

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par :

- 4 poteaux d'incendie (conformes à la norme NFS 61-213) situés à moins de 100 mètres des entrées des cellules du bâtiment, alimentés par une canalisation dont le débit simultané maximum est de 60 m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar ;
- 2 réserves artificielles offrant chacune une capacité utile de 460 m³. Les réserves artificielles devront être réalisées et équipées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire Interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. Leur projet d'équipement devra être validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- La « bâche de protection » équipant la réserve sud-est devra être conçue de telle manière qu'elle ne constitue pas un obstacle à l'accès immédiat à la nappe d'eau pour réaliser l'aspiration ;
- La réserve « sud-est » devra être reliée à la voie de desserte « est » par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au moins, sans obstacle pour permettre le passage des dévidoirs à bobine.

Constats :

L'inspection de 2017 demandait à l'exploitant de:

- réaliser une nouvelle étude sur les besoins en eau type D9 pour la défense extérieure contre l'incendie afin de comparer les besoins en eaux d'extinction aux disponibilités présentes sur le site (réserves incendie, réseau public).
- remettre en état ses poteaux incendie et respecter la prescription de l'article 26.3 de leur arrêté préfectoral « 4 poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres des entrées des cellules du bâtiment, alimentés par une canalisation dont le débit simultané maximum est de 60m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar »
- s'assurer que les essais sont réalisés simultanément sur les poteaux incendies pour déterminer le débit disponible en cas de sinistre.

Constats 2024:

L'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 1910138-003-1 du 13/09/2023 qui indique des non-conformités sur les poteaux. Seuls 3 sur 4 ont pu être testés (Présence d'un obstacle à moins de 0,5 m du poteau d'incendie n°53161008P à côté du sprinkleur) ; il n'est pas précisé si les tests de débit ont été faits en simultané.

Les débits sont tous inférieurs à 60 m³/h (compris entre 40 et 50).

Aucun D9 n'a été transmis. Aucun tableau de suivi des actions n'est présenté.

La présence des 2 réserves a été constatée sur site : elles disposent toutes deux d'un panneau indiquant 460 m³ et d'une canne d'aspiration. La réserve Sud Est dispose d'une bâche de couverture. Aucun dispositif ne permet de vérifier le niveau requis. Il n'y a pas eu de présentation de justificatif de validation du SDIS sur la conformité des réserves et des cannes.

La 2^{ème} réserve n'est pas bâchée et le fond présente de la végétation, algues qui pourraient obstruer la canne d'aspiration. L'exploitant déclare ne pas effectuer d'entretien de ses 2 réserves ni de vérification de leur état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu :

- 1- la transmission d'une étude à jour sur les besoins en eau type D9 pour la défense extérieure contre l'incendie afin de comparer les besoins en eaux d'extinction aux disponibilités présentes sur le site (réserves incendie, réseau public),
- 2- La vérification des 4 poteaux en simultané,
- 3- la transmission d'un justificatif de validation du SDIS sur la conformité des réserves et des cannes,

4- La remise en état des poteaux incendie afin de respecter la prescription de l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral « 4 poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres des entrées des cellules du bâtiment, alimentés par une canalisation dont le débit simultané maximum est de 60 m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar ». Si impossibilité technique, la justifier avec avis du SDIS et faire une demande motivée pour modifier l'arrêté préfectoral concernant le débit des poteaux incendie.

5- la réalisation d'un entretien régulier des 2 réserves et la vérification de leur état (bâche intérieure). Procédure à formaliser avec enregistrement du suivi

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Point R1 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (sprinklage)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, sprinklage |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du bâtiment doit être équipé d'un système de sprinklage et d'un système de détection incendie |
| Constats : Le rapport FM Global Etude de risques du 4/01/24 indique: - qu'une protection sprinkleur a été installée sur l'ensemble du site et qu'elle est parfaitement entretenue.(Référentiel non indiqué à préciser par l'exploitant), - qu'un sprinkleur à préaction est installée et que l'accès au local électrique principal sera sécurisé d'ici mi 2024. - que des sprinkleurs additionnels devraient être installés dans les cabines afin de maîtriser un incendie dès sa phase initiale d'inflammation. Un devis devrait être établi en 2024 et soumis à la direction générale pour approbation. Un suivi sera effectué en octobre 2024. L'exploitant a remis un compte rendu du système d'extinction AAI du 11/07/23; aucun point de non-conformité avec risque d'échec de l'installation n'est indiqué. Seules des observations ou améliorations sont proposées pour lesquelles l'exploitant est invité à tenir un tableau de suivi. L'exploitant indique qu'un nouveau contrôle est prévu en février 2024. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Point R2 de la visite d'inspection du 09/10/17 (détection incendie)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, système de détection incendie |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du bâtiment doit être équipé d'un système de sprinklage et d'un système de détection incendie |
| Constats : Demande de l'inspection suite contrôle 2017: L'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées sous un mois le rapport ou compte-rendu de vérification N7 ou Q7 ou équivalent de ce système de détection incendie. Constat 2024: L'exploitant indique que la détection automatique d'incendie est assurée par le système d'extinction automatique. Le compte rendu du système d'extinction AAI du 11/07/23 n'indique pas comment le dispositif gère la détection automatique d'incendie d'autant que le site dispose d'une mezzanine. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit joindre un justificatif technique attestant que la détection automatique d'incendie est assurée par le système d'extinction automatique pour tout le site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Point R3 de la dernière visite d'inspection du 09/10/2017 (RIA)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 26-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, RIA |
| Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié |
| Constats : constat 2017: le rapport de vérification montre que sur les 52 RIA présents sur le site, 15 observations ont été formulées. Constat 2024: Le rapport de vérification Apave n°1910138-003-1 du 13/09/2023 montre que sur les 52 RIA présents sur le site, 14 observations ont été formulées qui concernent essentiellement des problèmes de fuites d'eau (au niveau du volant de manœuvre, au niveau du dévidoir, au niveau de la lance, au niveau de la vanne du dévidoir, au niveau de la lance et de la vanne d'isolement, ou au niveau de la vanne de manœuvre du RIA). Aucun tableau de suivi des actions n'est présenté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un échéancier des mesures correctives prévues sous 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Vérification périodique et la maintenance des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 29 |
| Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables. L'installation ainsi que les prises de terre sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport APAVE n° 1456504-005-1 de vérification des installations électriques: 39 remarques dont 19 nouvelles et 20 déjà signalées le certificat APAVE Q18, N° 1456504-005-1 du 20/11/2023 qui indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le certificat indique qu'il n'y a pas eu de coupure totale et que la vérification a été partielle, ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous. Bien que prévu au contrat de vérification initiale, l'absence des principaux éléments du dossier technique (Notes de calculs) n'a pas permis de valider complètement la conformité des installations. De plus l'absence des principaux éléments du dossier technique sont manquants pour les visites initiales: -Machine PCR1 BOBST PACIFIC -Machine PCR2 BOBST EXPERT FOLL 165 -Aval machine PCR2 -Ligne Machine expert cut 145 + Broyeur Serti-Amont et aval machine expert cut 145-Armoire seemi A36. « Pour des raisons d'exploitation et à la demande du responsable maintenance, la coupure des installations électrique haute tension et basse tension n'a pu être réalisée ainsi que les mesures d'isolement, l'essai de l'éclairage de sécurité et le test des dispositifs différentiels. » Le rapport fait état de 5 non conformités dont 3 NC déjà signalées. le certificat APAVE Q19, N° de rapport :23064509.01, du 23/01/2023 (contrôle partiel) : présence d'une NC sur Contacteur K7 du LOCAL TGBT; le rapport conclut que le risque d'incendie est présent. Le contrôle est partiel : non réalisé sur l'intégralité des circuits terminaux (luminaires, prises de courant et boîtes de connexion) et sur les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge. <p>L'exploitant n'a pas transmis d'éléments sur la réalisation d'actions correctives (bons d'intervention, facture) et n'a pas indiqué si des actions correctives étaient programmées (bon de commande).</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>La production d'une justification de la conformité des installations électriques à l'aide notamment de Q18 et Q19 complets et conformes est attendue sous 4 mois à défaut une mise en demeure pourra être proposée à Mme Le Préfet</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 9 : moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 26-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, extincteurs |
| Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et |

maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié

Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et des lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

Constats :

L'exploitant a remis le rapport de vérification décennal des extincteurs par EUROFEU SERVICES du 09/11/23, 210 extincteurs vérifiés ; 25 ont été remplacés. Le référentiel n'est pas indiqué. Il devra être précisé dans les futurs rapports de vérification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 27-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments de fabrication et de stockages doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (1% de la surface de la toiture). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. |
| Constats : L'exploitant a remis le rapport de vérification du désenfumage sur les exutoires (rapport APAVE du 13/09/23) ; celui-ci indique 4 non-conformités (Vitre à la commande cassée, Ouverture incomplète, Absence de vitre sur le boîtier de commande, Absence de vitre sur le boîtier de commande). L'exploitant ne présente pas de tableau de suivi des actions correctives réalisées ou programmées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu la transmission d'un tableau de suivi des actions correctives réalisées ou programmées sous 3 mois et la justification de la surface de désenfumage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Déclaration des accidents ou incidents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2003, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents ou incidents |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations. Il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise. |
| Constats : Un départ de feu a été indiqué dans la presse fin 2023 et confirmé par l'exploitant sous la forme d'un dégagement de fumée lié à l'échauffement de poussières d'encre. Ces éléments n'ont pas été signalés à l'inspection. Il est rappelé l'obligation de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations (art 11 de l'AP du 08/12/03); |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de préciser dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |